N° 2
Mars 2022
Belgique



JOURNAL DES SANS PAPIERS

Nieuws Libre
Collectif Zone Neutre
Occupation KBC

Sans-papiers en Belgique, victimes politiques

Elles, ce sont les personnes résidant en Belgique sans titre de séjour régulier, celles qu'on appelle les personnes « sans-papiers ». Cela fait des années que les « sans-papiers » se mobilisent quotidiennement pour réclamer leurs droits. Droit au logement, à un travail décent, à l'éducation, à lasanté... 100,000 femmes, enfants et hommes en sont privés aujourd'hui en Belgique, et la politique de restriction et de rejet du gouvernement fabrique chaque jour de nouveaux « sans-papiers » parmi les milliers de candidats réfugiés qui sont (mal) accueillis dans ce pays.

Voilà des années que les « sans-papiers », avec leurs soutiens, mènent des mobilisations aussi diverses et variées que les manifestations devant les cabinets des autorités, les marches, les manifestations nationales et les occupations. Les sans-papiers ont demandé à dialoguer à être écouté et regardés.

À toutes ces occasions le pouvoir a dit non, il n'a pas daigné jeter un regard sur ces femmes, ces hommes et ces enfants, qui vivent dans la précarité, la peur, l'exclusion. En Belgique, il n'existe pas de loi claire qui donne droit au séjour. Les conséquences sont dramatiques. Des milliers de personnes qui vivent ici, travaillent, élèvent leurs enfants et participent à la société depuis de nombreuses années, sont sans-papiers. Elles survivent dans l'extrême précarité, sans droits, dans la clandestinité et victimes de l'exploitation. Malgré leur rôle important pour de gros secteurs de l'économie (construction, nettoyage, soin aux personnes, ...), l'Etat les criminalise. Et avec la crise Covid, la situation est devenue intenable.

Les travailleurs et travailleuses sans-papiers demandent à pouvoir être régularisé ·e·s. Il en va aussi de l'intérêt des autres travaill·eur·euse·s : plus de contribution à la sécurité sociale et moins de dumping social. Voici pourquoi nous reclamons la régularisation des « sans-papiers » avec des critères clairs et permanents - une commission permanente et indépendante de régularisation.

Media alternatif pour et par les sans-papiers

Ce dimanche 6 mars à partir de 16 heures, se tiendra à la KBC une table ronde autour de la question des médias alternatifs radicaux et autonomes des citoyens sans papiers. Dans le cadre du festival intersectionnel OFFDEM, le Collectif Zone Neutre accueille des médias militants bruxellois : des interventant·e·s de ZinTV et des radios Campus et Panik accompagneront la Voix sans Frontières (radio Panik), Citoyens Sans Papiers (journal CSP) et le Journal des Sans Papiers (JSP) dans un dialogue sur les moyens de diffusion alternatifs propres aux communautés de sans-papiers. Nous ne savons pas s'il existe des médias similaires dans d'autres pays mais nous aimerions le savoir. Ces medias ont des modes de productions vraiment fragiles, épisodiques, aléatoires en fonction des disponibilités de celles et ceux qui les produisent, mais ils perdurent à travers les années. Comment adapter une plateforme numérique participative à leurs besoins en fonction de leur capacité de production, et aussi de leurs modalités de présence en ligne, afin de leur donner une meilleure visibilité et améliorer les possibilités qu'ils rentrent en contact avec d'autres initiatives similaires, voire les inspirent ?

Cette table ronde permettra de partager des expériences concrètes de fabrication et de diffusion de contenus médiatiques alternatifs et indépendants ; établir des alliances et des discussions sur le long terme sur les pratiques collectives et les moyens d'entraide pour les médias des citoyens sans-papiers : comment faciliter leur sans charité.... (suite page 4

Les sans-papiers occupent l'ancien bâtiment de la banque KBC

Les collectifs de sans-papiers bruxellois s'estiment ignorés par les autorités. Ils ont récemment mené des actions visant le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Sammy Mahdi (CD&V). Ils réclament un véritable dialogue avec les autorités et la régularisation tous les sans-papiers.

Plusieurs centaines de personnes en titre de séjour irrégulier (collectif Zone Neutre) occupent depuis le mois de septembre 2021 l'ancien bâtiment de la banque KBC pour rappeler que c'est le système économique mondial qui les a ammenés à cette situation, qu'ils sont exploités par le système local. Quelques paroles des occupants :

Nous sommes 70 femmes dans l'occupation avec une vingtaine d'enfants. Nous sommes ici depuis 7, 10 ou 20 ans, sans papiers, sans droit, il y a même une femme de plus de 70 ans. Certaines des femmes sont victimes de violences conjugales, d'autres de viols, de harcèlement ou d'exploitation, mais elles ne sont pas protégées par la loi. Nous n'osons pas porter plainte, parce que nous avons peur de la police. Si nous portons plainte, alors ils sauront que nous sommes sans papiers et nous risquons d'être menottées, enfermées, voir expulsées. Nos enfants sont scolarisés ici, mais après 18 ans, ils ne peuvent pas continuer leurs études. Les autres enfants plus jeunes ne peuvent pas participer aux activités extra-scolaires et nous recevons sans cesse des ordres de quitter le territoire. Parfois, quand on est mariée, certains maris abusent de nous, alors, nous sommes obligées de nous soumettre et de devenir pire que des esclaves, et si on n'accepte pas, alors ils font du chantage et menacent de nous dénoncer à la police Parfois certaines femmes osent divorcer mais alors elles perdent leurs droits. Parfois nous sommes dans l'amour, ça se passe bien et on veut se marier mais alors l'État refuse sous prétexte que ce serait un mariage en blanc.

Jamila (nom d'emprunt)

« Nous sommes plus de 100,000 sans papiers en Belgique. Le discours de l'État insiste sur le retour alors que nous sommes des travailleurs et travailleuses qui aimerions travailler légalement pour l'économie de ce pays. » « Sammy Mahdi (secrétaire d'État à l'asile et la migration) ne reconnaît pas l'article 13 des droits de l'homme : Celui sur la liberté de circulation. Ça fait plus de 10 ans que nous sommes ici ! Notre vie est ici sur le territoire ! Mais l'État belge n'a pas de volonté pour nous ! Mais nous continuerons la lutte main dans la main, ensembles, pour la régularisation ! Il faut que tous les sans-papiers rejoignent la lutte ! » « Nous voulons avoir la chance de travailler, par exemple dans des secteurs où l'on manque de main d'œuvre. Nous en avons marre de cette vie », « Nous voulons la régularisation pour notre sécurité ! Nous voulons construire dignement notre vie ! C'est notre pays ici ! Nous ne sommes pas des clandestines ! Nous sommes riches de compétences ! On va rester ici chez nous et on va continuer à nous battre pour la régularisation !!! »

Fatna (nom d'emprunt)

Au début de l'avenue du Port

Au debut de l'avenue du port il y a trois portes qui s'ouvrent vers le nord
Aux deux premières il y a des banquiers qui gèrent des papiers colorés pour enrichir les riches...
À la troisième ça sent la valeur humaine des personnes, vies en commun
Aïcha, Cusie, Mohammed et d'autres s'organisent contre les crises de leurs deux voisins
et mettent la solidarité et les liens avec les acompagnements de notre chemin

Collectif Zone Neutre, Communiqué



On veut que le gouvernement nous explique, si mettre sa vie en danger, est le nouveau critère de régularisation pour les sans-papiers ayant des attaches durables en Belgique. Pas de paix sociale possible, sans inscription des personnes sans papiers, dans l'état de droit. VUE QUE :

- Depuis de longues années, les collectifs de personnes sans-papiers n'ont cessé de, manifester, de cumuler les rencontres avec les responsables des différentes familles politiques, qui avaient promis une solution structurelle, pendant leurs campagnes électorales. En plus des promesses non tenues, nous n'avons eu que du mépris, et un refus catégorique d'écouter nos doléances pourtant légitimes.
- La politique du gouvernement n'est basée que sur l'oppression, la répression, la précarisation et la criminalisation des personnes en séjour irrégulier.
- Le gouvernement n'envisage comme solutions que les refoulements, les rafles, la restriction des droits, la détention en centres fermés – y compris de familles et d'enfants.
- Le gouvernement semble continuer d'ignorer la question de la régularisation et préfère laisser perdurer l'injustice, et la souffrance, en créant la boite noire de l'office des étrangers.

Nous les sans-papiers, nous n'accepterons pas de mourir en silence, dans un contexte de pandémie, sans aucune protection. Nous ne pouvons pas continuer de subir l'oppression, l'injustice, la politique du « laisser pourrir » menée par les gouvernements successifs, sans réagir.
Devant cette situation problématique et afin de préserver nos vies et de garantir nos droits les plus élémentaires, nous sommes dans l'obligation de sortir de l'ombre à travers des actions de visibilité, comme les occupations politiques. À cette occasion, nous appelons à une mobilisation collective de lutte contre le vide juridique prémédité, et le manque de bons sens politique du gouvernement.
À travers nos occupations politiques, nous voulons interpeler les autorités, les partis politiques, afin d'établir des mesures nous permettant de faire face à la situation sanitaire dans des conditions conformes à la dignité humaine. Vu la situation actuelle, la régularisation est d'autant plus urgente que nécessaire, c'est même une question d'utilité publique et de bon sens politique.

Occupation KBC : centre social, solidaire et politique

Chaque mercredi de 18h à 20h cours de Néerlandais
Chaque jeudi de 18h à 20h cours de Francais
Permanence chaque jour de 10h à 18h
Repas populaire chaque jour à 20h
Chaque vendredi ciné-débat à 19h 30

Mail: collectifzoneneutrekbc@gmail.com
Fac: Occupation Zone Neutre
Adresse: 12/14 Avenue du port

(suite de la page 1) sans charité. La perspective des technicien·ne·s concerné·e·s est sollicitée pour l'hébergement des moyens numériques nécessaires—par exemple, les petites singularités hébergent le forum de la Maison des Migrants. La perspective des médias radicaux procède d'une nécessité endogène et autonome de la création médiatique : les intéressé·e·s doivent pouvoir faire les choses elles-mêmes.
Nous souhaitons soutenir des médias par et pour les personnes concernées, en facilitant l'accès aux outils de productions et aux plate-formes de logiciel libre et décentralisées.

Dans le cadre de cette démarche, les médias radicaux des sans-papiers proposent d'aborder la question d'un événement à venir le 31 mars 2022, notamment son relais international dont l'une des manifestations est visibles via La Maison de Migrants.

Le 31 mars, occupons l'espace public !

On March 31st, Occupy Public Space in support of regularization of undocumented citizens!

De nombreuses personnes sans papiers occupent des bâtiments vides à Bruxelles dans le but de se loger et de donner de la visibilité à leurs causes : Droit au logement, à la scolarisation, à la santé, bref à une vie digne et équitable.
Le 31 mars plusieurs occupations son menacées d'être expulsées par les propriétaires ; parmi elles des centaines de personnes sans papiers qui vivent dans le bâtiment KBC risquent de se retrouver dans les rues de Bruxelles dès le 31 mars.
Pour réagir à cette menace et au mécanisme de la politique migratoire, et pour rappeler que le droit au logement est garanti par la déclaration Universelle des droits de l'Homme et inscrit dans la constitution Belge « chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. » art. 23 , nous vous invitons à vous mobiliser avec nous le 31 mars.

On n'arrivera pas à mettre fin à la situation de précarité des personnes tant qu'on ne trouvera pas des solutions pour que les personnes sans papiers accèdent à leurs droits essentiels de citoyens. Si on ne force pas le sujet sur la table, la question de la régularisation et du vivre ensemble sera remplacée par un discours hypocrite prônant ; l'hospitalité, l'accueil, bref une charité dont on ne veut pas car elle ne reconnaît pas notre place effective dans cette société...
Pour cela nous, le Collectif Zone Neutre, appelons toutes les organisations, militantes, citoyennes Européennes à réagir le 31 mars en soutenant notre action, d'occupation de l'espace public.

Mail : collectifzoneneutreoccupationkbc@gmail.com
Web : https://www.LaMaisonDesMigrants.be
facebook : collectif Zone Neutre Occupation kbc

Many undocumented people are occupying empty buildings in Brussels in order to house themselves and make visibile their causes : Right to a home, to education, to health, in short : the right to a dignified and equitable life.
On March 31st, several such occupations are threatened to be evicted by their landlords ; among them, the hundreds of undocumented citizens living in the KBC building risk being homeless from March 31st.
To react against this threat and to the mechanism of migratory policy, and to remind that the Right to a Home is guaranteed by the Universal Declaration of Human Rights and inscribed into the Belgian Constitution at article 23 : « Everyone has the right to lead a life of human dignity. » We invite you to mobilize for March 31st.

We cannot end this situation of precariousness of the people while undocumented citizens cannot enjoy their essential rights as citizens. If the topic remains off-the-table, the question of regularization and of living together will be replaced with a hypocritical discourse aiming to hospitality and welcoming, in other words a charity that we refuse because it does not recognize us an effective place in this society...
Therefore we, the Collectif Zone Neutre, call to all militant citizen organizations in Europe to protest on March 31st and support our action of collective occupation of the public space.

Email : collectifzoneneutreoccupationkbc@gmail.com
Web : https://www.LaMaisonDesMigrants.be
facebook : collectif Zone Neutre Occupation kbc